RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:52 Uhr Seite 1

solidarité

www.oseo.ch

Le magazine de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO • mai 2/2008

Numéro spécial

Campagne
« Non à l'exploitation
grâce à nos impôts ! »

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:52 Uhr Seite 2

RUTH DAELLENBACH
directrice de l'OSEO

Non à l'exploitation grâce à nos impôts !

Chère lectrice, cher lecteur,

« Non à l'exploitation grâce à nos impôts ! », c'est le thème de la campagne annuelle de l'OSEO. Elle réclame que l'argent du contribuable serve au développement et qu'il ne soit pas un instrument d'exploitation. Ce numéro de Solidarité, tout entier consacré à cette campagne, vous donne un aperçu des pistes à explorer.

Des conditions de travail décentes sont un moyen important de lutte contre la pauvreté. Si le salaire des parents ne suffit pas à couvrir les besoins d'une famille, les enfants sont obligés de travailler. C'est le cas par exemple dans les carrières en Inde, où des enfants de douze ans manipulent des marteaux pneumatiques de 45 kilos (voir p. 6).

Des pierres en provenance de ces carrières bordent aussi les rues de Suisse. Lorsque des communes ne se préoccupent pas de la provenance des pavés qui embellissent la place du marché, elles se font complices de conditions de travail inhumaines.

L'OSEO invite les communes et les cantons à exiger des conditions de travail décentes quand ils acquièrent des biens et des services. Les pouvoirs publics sont en effet des acteurs importants du marché. S'ils exigent une attestation de conditions de travail décentes pour les produits qu'ils achètent, ils peuvent exercer une influence sur l'offre (voir p. 4).

Nous avons les moyens de soutenir cette exigence. Vous trouverez en page 10 des suggestions pour participer à notre campagne.

Je souhaite qu'elle rencontre un grand succès, pour donner aux hommes et aux femmes des pays en développement plus de chances de vivre dans des conditions décentes.

Ruth Daellenbach

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 3

solidarité

CAMPAGNE
Pour des achats publics équitables **4**

L'équité a un prix **5**

Contribuez au succès de la campagne ! **10**

Les Pays-Bas le font déjà **11**

PIERRES
L'enfer des carrières **6**

Bientôt du marbre vraiment propre **9**

TEXTILES
Des blouses blanches pas toujours nettes **12**

BALLONS
Des ballons équitables **14**

SUDOKU & DESSIN **16**

ORDINATEURS
Six mille claviers par jour **17**

PORTRAIT DE L'OSEO **18**

Couverture : Au prix de leur sueur – Des biens bon marché pour les communes suisses sont cher payés par les travailleuses et travailleurs exploités qui les produisent. Photo : Spinas/Gemperle.
Photo p. 2 : Sabine Rock

CAMPAGNE Ce numéro spécial est consacré à la campagne de l'OSEO « Non à l'exploitation grâce à nos impôts ! », qui demande aux pouvoirs publics de veiller à ce que les biens et les services qu'ils acquièrent soient produits dans des conditions décentes.

PIERRES Lorsque les villes suisses importent des pierres en provenance d'Asie, elles profitent d'un prix avantageux en raison du travail des enfants et de l'exploitation des salariés. **pp. 6–9**

TEXTILES Les hôpitaux s'intéressent très peu à la provenance de leur linge. Ce qui compte, ce sont le prix, la qualité et les délais de livraison. Cette logique a des conséquences pour les travailleuses et les travailleurs. **p. 12**

BALLONS L'abolition du travail des enfants à lui seul ne suffit pas : les travailleuses et les travailleurs ont besoin d'un salaire qui leur permette de vivre. **p. 14**

Impressum

Editeur : Œuvre suisse d'entraide ouvrière,
Quellenstrasse 31, 8031 Zurich,
Tél. 021 601 21 61, e-mail : info@oseo.ch
CP 10-14739-9 Lausanne. www.oseo.ch

Rédaction : Rosanna Clarelli, Christian Engeli, Hans Fröhlich, Alexandre Mariéthoz, Cyrill Rogger, Katja Schurter

Layout : Atelier Binkert, www.atelierbinkert.ch

Traductions : Marianne Enckell,Ursula Gaillard, Milena Hrdina, Peter Schrembs

Correction : Angelo Ciampi, Jeannine Horni, Frances Trezevant

Impression et expédition : Unionsdruckerei AG,
Platz 8, 8201 Schaffhouse
Paraît quatre fois par an. Tirage 50 000 ex. Le prix de l'abonnement est compris dans la cotisation (membres individuels 50.– par an minimum, organisations 250.– minimum).
Imprimé sur papier recyclé

Schweizerisches Arbeiterhilfswerk SAH
Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO
Soccorso operaio svizzero SOS

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 4

Pour des achats publics équitables

La campagne « Non à l'exploitation grâce à nos impôts ! » demande aux communes et aux cantons de veiller à ce que les biens qu'ils acquièrent soient produits dans des conditions décentes.

Texte : Katja Schurter, Photos : Atelier Binkert

La course à des produits aussi bon marché que possible a sa face cachée : exploitation, pauvreté, pollution de l'environnement, gaspillage des matières premières. Dix raisons pour une politique d'achats équitables

1. Les producteurs et productrices dans les pays en développement doivent obtenir des prix pour leurs produits qui reflètent les coûts réels du travail et permettent une production respectueuse des conditions sociales et de l'environnement. Cela contribue à diminuer la pauvreté.

2. La concurrence doit porter sur la qualité, l'efficience et les prestations, et non sur le dumping social et écologique ou sur les violations des normes minimales des droits humains.

3. Les entreprises suisses doivent remplir des obligations sur la protection de l'environnement et le droit du travail, ce qui renchérit leurs produits. Les pouvoirs publics ne doivent pas acquérir ces produits meilleur marché à l'étranger, dans des pays où se produiraient des violations des droits humains et des normes du travail, ainsi que des atteintes à l'environnement.

4. Les pouvoirs publics concluent chaque année des marchés pour 36 milliards de francs, à savoir 8% du produit intérieur brut. Ils peuvent profiter de cette forte position sur le marché pour encourager le développement durable. Si les acquéreurs demandent systématiquement des produits et des services durables, les entreprises en tiendront compte pour l'ensemble de leurs offres et de leurs clients.

5. Il y a beaucoup à faire aux niveaux cantonal et communal. Sur le montant total des marchés, 19 % du volume est généré par la Confédération, 38 % par les cantons et 43 % par les communes.

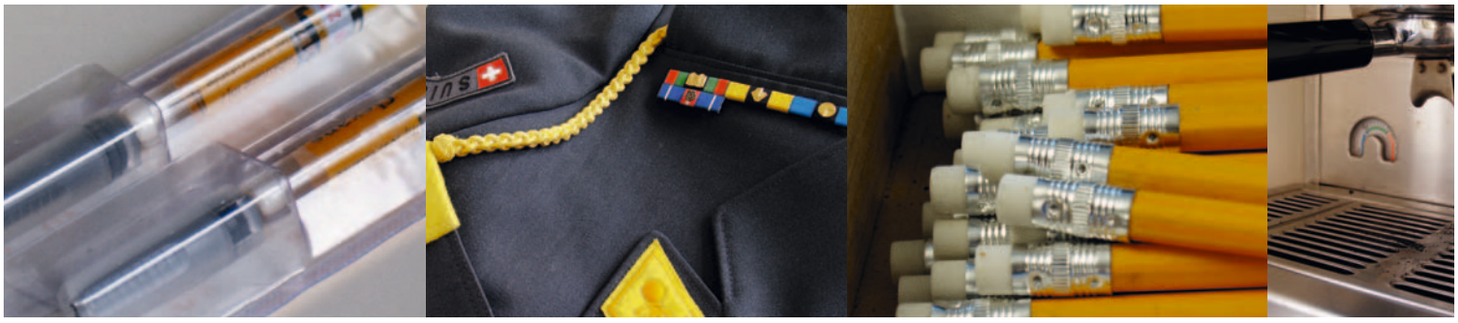
6. La politique économique de la Suisse ne peut fermer les yeux sur les questions sociales et l'environnement. Elle doit reposer sur des bases durables ; elle ne doit ni abaisser en Suisse les critères sociaux et les normes environnementales, ni contourner les normes minimales internationales.

7. Depuis l'an 2000, le marché des produits équitables connaît en Europe une croissance annuelle de 20 %. De plus en plus de personnes veulent que les biens qu'elles achètent soient produits dans des conditions équitables et sont prêtes à payer un prix plus élevé.

8. Dans son rapport sur la « Stratégie 2002 pour le développement durable », le Conseil fédéral dit clairement que les biens et les services doivent satisfaire des critères économiques, environnementaux et sociaux élevés. Ces paroles doivent être traduites dans les faits.

9. Les pouvoirs publics peuvent sensibiliser l'opinion aux relations Nord-Sud, s'ils font savoir qu'une part croissante de leurs achats se feront selon des critères de durabilité sociale et écologique.

10. Le monde sera plus sûr, si la mondialisation se fait de manière sociale et écologique et si ses ressources limitées sont utilisées de manière durable et équitable. L'État peut et doit y contribuer.



Seringues, uniformes, matériaux de construction, véhicules ou jouets : les collectivités publiques dépensent 36 milliards de francs par an.

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 5

L'équité a un prix

Les échanges financiers et commerciaux sont mondialisés depuis longtemps. À l'ordre du jour maintenant : la mondialisation de la justice et de l'équité – c'est le défi qui nous attend.

Texte : Hans-Jürg Fehr, Photo : Erika Bühlmann

HANS-JÜRG FEHR
président de l'OSEO

Des milliards de personnes n'ont pas droit au développement, parce qu'elles sont contraintes de travailler dans des conditions injustes, voire inhumaines. Pour se libérer de la pauvreté, elles doivent pouvoir obtenir un emploi qui ne mette pas leur santé en danger et un salaire qui suffise non seulement à survivre, mais permette aussi d'assurer une formation et des soins à toute la famille.

Avec ses projets dans dix pays, l'OSEO milite pour cette mondialisation de la justice. Avec ses partenaires sur place, et au travers de multiples projets (formation, soutien juridique, mise en réseau, microcrédits), elle aide des hommes et des femmes à obtenir des conditions de vie humaines.

Aussi importants que soient ces projets, ils ne peuvent à eux seuls suffire pour garantir à toutes ces personnes une existence digne. Tant que certains tireront des profits du travail effectué dans des conditions misérables dans des usines, des plantations, des mines, l'exploitation continuera d'exister dans le monde. Il faut mettre un terme à ces méthodes. Si ce ne sont pas les forces du marché qui s'en chargent, il faut des règles négociées au niveau international et appliquées par la communauté des États. Parmi ces règles, les principales sont les normes minimales adoptées par l'Organisation internationale du travail (OIT).

Certes, l'application des règles internationales est avant tout une tâche politique, mais pas seulement. Il est possible d'exercer des pressions, par la demande dans les pays importateurs. C'est pourquoi l'OSEO ne veut pas limiter son combat contre la pauvreté à des actions dans les pays concernés. Ce combat, elle veut le mener en Suisse également. En effet, la mondialisation signifie aussi que nos habitudes de consommation, à titre individuel et collectif, ont une influence sur les conditions de vie et de travail dans les pays du Sud.

C'est ce que l'OSEO tient à montrer avec la campagne qu'elle mène sous le slogan « Non à l'exploitation grâce à nos impôts ! ». Elle veut mettre en évidence le revers des marchandises bon marché, produites dans des conditions discutables, et obtenir des pouvoirs publics qu'ils soient attentifs à une production socialement soutenable, lorsqu'ils passent des commandes. Si nous voulons favoriser des conditions de travail décentes et des salaires convenables, nous devons payer des prix convenables. Nous contribuons ainsi à éliminer la pauvreté.

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 6

L'enfer des carrières

Dans les carrières en Inde, des enfants sont exploités sans scrupules. Des communes suisses risquent d'acquérir des pierres produites dans des conditions inhumaines si elles ne prennent pas garde à leurs commandes. L'OSEO réclame des critères sociaux. **Texte : Mike Weibel, Photos : Benjamin Pütter (en haut), Katja Schurter (en bas)**

Une paroi de granit s'élève à la verticale derrière les enfants. L'air saturé de poussière est à couper au couteau. Les marteaux pneumatiques sont assourdissants. Les enfants se mettent à trois pour guider ces machines, qui pèsent 45 kilos, tandis que la perforatrice s'enfonce lentement. Ils en sont tout tremblants. Plusieurs deviennent sourds avant d'avoir 14 ans.

Nous sommes ici près de Bangalore ; ailleurs en Inde, des familles entières travaillent dans les carrières de pierres. Elles se sont souvent endettées à vie auprès du propriétaire de la carrière. Dès que quelqu'un a besoin de soins médicaux, le piège des dettes se referme ; or les accidents sont fréquents dans les carrières, où l'on trime sans protection. La silicose est si répandue que les travailleuses et travailleurs meurent en moyenne avant d'avoir atteint 40 ans.

En Inde, selon un rapport officiel, un enfant sur dix travaille à l'extérieur. Benjamin Pütter (voir encadré) témoigne : « Dans toutes les carrières que j'ai visitées à l'improviste, j'ai vu travailler des enfants. Ils ne vont pas à l'école. Leur force de travail et leur santé sont honteusement exploitées. »

Dans les rues de Suisse, des pierres extraites par des enfants

Une exposition en plein air, sur la place centrale d'Uitikon-Waldegg, près de Zurich, rappelle les corvées que les habitants devaient au suzerain, il y a 400 ans. Aujourd'hui, la commune est devenue une banlieue de la métropole, sa fiscalité est l'une des plus avantageuses du canton, avec un taux d'imposition de 78 pourcent.

Le centre du village a été rénové récemment, la place est pavée de pierres rougeâtres. C'est du granit provenant de la région de Bangalore, au sud de l'Inde ; il a fort probablement été extrait grâce au travail d'enfants.

Le Conseil communal a opéré ce choix en raison du prix avantageux, nous déclare Urs Tobler, l'ingénieur municipal en charge des travaux. « Du granit du Tessin entrait aussi en ligne de compte, mais ils n'arrivaient pas à en livrer suffisamment », ajoute-t-il.

Le cas d'Uitikon n'est qu'un exemple dans la montagne des pavés et pierres utilisés pour les bordures de trottoirs ou les fontaines. Sur les 130 000 tonnes de pierres importées chaque année en Suisse, il n'y en a officiellement que 10 pourcent qui proviendraient d'Asie. Mais l'apparence est trompeuse : en effet, c'est le pays de dédouanement final qui est pris en considération pour l'indication de provenance.

La certification des pierres propres

Benjamin Pütter dirige l'association « Xertifix », qui décerne des certificats aux pierres indiennes provenant d'une production socialement acceptable.

Vous avez travaillé pour l'œuvre d'entraide Misereor : comment avez-vous eu l'idée de créer le label « Xertifix » pour la pierre naturelle ?
Je me suis battu depuis longtemps en Inde contre l'exploitation des enfants. On s'est occupé d'abord des tapis noués à la main. C'est à travers ces contacts et ces expériences que j'ai mis sur pied Xertifix.

Comment fonctionne Xertifix ?
L'exploitant d'une carrière doit autoriser en tout temps l'accès de nos collaborateurs et collaboratrices au site, sans qu'ils annoncent leur visite. Nous contrôlons en moyenne toutes les trois semaines qu'il n'emploie pas d'enfants de moins de 14 ans, que les ouvriers disposent de masques de protection et qu'ils puissent se syndiquer sans la moindre entrave. Si ces conditions sont réunies, la firme importatrice obtient le label Xertifix pour ses pierres. Elle nous verse une redevance de 3%.

À quoi sont utilisés ces fonds ?
Nous en conservons 80% pour nos frais et remettons 20% à Misereor. L'œuvre d'entraide investit cet argent dans des projets qui ont des liens directs avec les carrières de pierres.

Où en est Xertifix aujourd'hui ?
Bien que nous ayons eu un bon écho dans les médias, nous certifions moins d'un pourcent des pierres sur le marché. Notre chiffre d'affaires se monte à quelque 20 000 euros. Je continue à travailler bénévolement pour Xertifix. (www.xertifix.de)

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 7

Des pierres bon marché sont souvent produites par des enfants - par exemple dans les carrières en Inde.
Les pavés utilisés pour rénover la place du village d'Uitikon-Waldegg proviennent d'Inde.

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 8

Lorsque les enfants ne sont pas obligés de travailler, ils peuvent aller à l'école. (Photo : Solidar)

Or plus de 40 000 tonnes de pierres pour la construction routière sont importées d'Allemagne, pays où l'on n'extrait pas de granit à cette fin. De fait, l'Allemagne importe plus de la moitié de ses pierres naturelles de Chine, où sont traitées d'importantes quantités de pierre indienne.

Les négociants estiment donc que 20 à 30 pourcent de la pierre naturelle utilisée dans la construction routière en Suisse sont originaires d'Asie. Bien que la branche soit parfaitement au courant des problèmes qui se posent en Inde et en Chine, elle n'a rien entrepris de concret. « Voilà pourquoi il est important que les communes et les cantons donnent un signal clair, souligne Christian Engeli, de l'OSEO : nous voulons uniquement des pierres dont l'origine est irréprochable. »

« Dans chaque carrière, j'ai vu des enfants au travail. »

Des pierres propres provenant d'Europe

Il n'est pas si difficile que cela d'utiliser des pierres de bonne provenance. Notker Schmid, qui dirige la division des routes de la ville de Saint-Gall, nous confirme qu'on évite depuis un certain temps d'y utiliser des pierres venant d'Asie : « Nous informons les entrepreneurs que nous n'en voulons pas. Ils doivent donc nous offrir des pierres européennes, dont l'extraction s'est faite dans des conditions répondant à nos exigences. » Dans d'autres cas, les pouvoirs publics peuvent exiger un certificat. Mais seuls ceux qui sont certifiés par un office indépendant sont valables.

Certification SA 8000

Comptant parmi les principales certifications internationales, SA 8000 désigne un standard de gestion qui vise à appliquer des normes sociales et qui couvre toute la chaîne de production. Il se fonde sur les huit conventions fondamentales (voir p. 10) et d'autres conventions de l'OIT, sur la Déclaration des droits de l'homme, ainsi que sur les conventions de l'ONU sur les droits de l'enfant et l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. SA 8000 impose le respect de ces dispositions et de la législation nationale. La certification et les contrôles sont assurés par des auditrices et des auditeurs indépendants, accrédités par la SAI (Social Accountability International). En cas de non-respect des exigences, la certification sera refusée ou retirée, et l'entreprise tenue de remédier au problème.

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 9

Bientôt du marbre vraiment propre

L'exploitation et le travail des enfants doivent disparaître des carrières. Manmohan Shastri entend ouvrir une carrière modèle, où le travail se fera dans des conditions humaines.

Interview : Katja Schurter, Photo : Mike Weibel

Qu'est-ce qui vous motive à ouvrir une carrière modèle de granit et de marbre ?

Au cours de ma vie, j'ai souvent vu comment on exploitait les ouvriers et les ouvrières. Je lutte depuis des années contre le travail des enfants. Dans mes entreprises, j'ai toujours fondé le travail sur le respect de l'éthique et des principes du commerce équitable.

L'atelier de pierre à savon que je gère depuis dix ans à Agra est ainsi la première tentative, en Inde, pour fabriquer des produits sans recourir au travail forcé ni au travail des enfants, tout en versant des salaires équitables. Cet atelier possède aussi une chambre souterraine d'aspiration des poussières, qui rend le travail moins rude.

Lorsque j'ai visité des carrières au Rajasthan, il y a quelques années, je me suis rendu compte à quel point le travail y était pénible. Je ne pouvais toutefois rien y changer, car les exploitant-e-s n'étaient guère ouverts aux idées pour améliorer la situation. J'ai donc décidé d'ouvrir une carrière modèle dans la région afin que les choses évoluent.

Une carrière modèle qui veut faire école.

Quand ouvrira cette carrière ?

L'extraction devrait débuter mi-avril, l'exportation mi-mai. J'ai déjà obtenu le titre de propriété pour un terrain de plus de 30 000 mètres carrés, de même qu'une concession autorisant l'extraction de matières minérales pendant 99 ans.

A quoi ressemble votre modèle ?

Voici ce que j'appelle de bonnes conditions de travail : la semaine de 48 heures ; deux pauses par jour plus une pause-repas à midi ; pas de discrimination fondée sur le sexe, la race, la religion ou les convictions politiques ; pas de mauvais traitements ; vêtements de travail comprenant un casque, des bottes en caoutchouc et un masque de protection ; salaires permettant de vivre ; liberté d'organisation ; eau potable, toilettes, logement ; école élémentaire (avec cantine à midi) pour les enfants des employé-e-s ; centre médical, consultations familiales et sociales ; système de prévention des accidents, etc. Et surtout : pas de travail des enfants, pas de servage, pas de travail forcé.

Restez-vous compétitif en produisant dans des conditions équitables ?

L'investissement destiné à l'achat des engins tels qu'excavateurs, grues et compresseurs, ainsi que les frais d'entretien, seront couverts par l'exportation des pierres. Les profits serviront à accroître le capital de base, de même qu'à financer l'école, la cantine, le centre médical, etc.

Où prévoyez-vous de vendre les pierres ?

La carrière exportera avant tout outremer.

La carrière aura-t-elle une certification ?

Nous allons immédiatement entamer la procédure de certification SA 8000 (voir p. 8). Tous les clients et les personnes intéressées seront les bienvenus s'ils désirent visiter la carrière.

D'autres carrières pourront-elles profiter de votre expérience ?

Avant même que l'exploitation ne commence, 20 propriétaires de petites carrières ont annoncé leur désir de reprendre le modèle à leur compte. Nous aimerions propager la gestion équitable auprès de 200 autres propriétaires de carrières petites à moyennes dans diverses provinces et offrir une formation sur les standards que nous appliquons. Nous pourrions ainsi lancer un vaste mouvement, afin de produire du granit et du marbre « propres ».

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 10

Faites venir l'exposition de l'OSEO dans votre commune.

Contribuez au succès de la campagne !

Pour que les achats équitables deviennent réalité, un travail de pression et de sensibilisation est nécessaire. Votre soutien est important.

Envoyer une carte postale

Complétez la carte postale ci-jointe et retournez-là à l'OSEO. Commandez d'autres cartes postales et distribuez-les autour de vous.

Avec les groupements actifs dans votre commune, nous souhaitons récolter le maximum de signatures et les transmettre aux autorités compétentes.

Récolter des signatures

Mobilisez des personnes intéressées dans votre commune et motivez-les à faire signer une pétition, puis à la remettre aux autorités communales. A Amriswil, la section locale du PS a par exemple lancé une pétition adressée à la municipalité. Elle lui demande de veiller à ne plus acheter des bordures de trottoir provenant de carrières où l'on recourt au travail des enfants, où règnent des conditions de travail indignes et qui polluent l'environnement.

Nous vous aiderons volontiers dans cette tâche. Il vous suffit de nous contacter.

Susciter le dépôt d'une motion

Décidez des parlementaires à déposer une motion invitant l'exécutif ou le législatif de votre canton ou de votre commune à adopter les règles des achats équitables. La législation sur les marchés publics devrait obliger les fournisseurs à respecter les dispositions des conventions fondamentales de l'OIT. Une motion de ce type a été déposée en avril 2007 au Grand Conseil zurichois, qui n'en a pas encore débattu. Si une telle motion est déposée dans chaque canton, la pression deviendra nationale.

Présenter l'exposition

Formez un groupe avec d'autres personnes intéressées, afin de présenter l'exposition de l'OSEO dans votre commune. Les salopettes surdimensionnées et les panneaux d'information dénoncent les conditions de travail inhumaines appliquées dans nombre de pays du Sud pour produire les biens consommés au Nord.*

Soutien

Participez à la tenue d'un stand ou contribuez au financement de la campagne (CP 10-14739-9).

Vous trouverez des informations, des motions type et d'autres documents à l'adresse www.achatspublics.ch.

N'hésitez pas à nous contacter par courriel (info@achatspublics.ch), par téléphone (021 601 21 61) ou par écrit : Campagne « Non à l'exploitation grâce à nos impôts ! », Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO, Avenue Warnery 10, case postale 1151, 1001 Lausanne.

* Les salopettes ont été produites dans des conditions équitables et ont été sponsorisées par l'entreprise helvéti-co-péruvienne Bergspitz. www.bergspitz.ch

Les huit conventions du travail

Des achats sont considérés comme socialement durables, lorsque la fabrication des biens acquis respecte au moins les conventions fondamentales du travail de l'OIT et la législation du pays de production.

Les conventions fondamentales de l'OIT interdisent le travail forcé et le travail des enfants, garantissent aux syndicats le droit d'organiser les salariés et de les représenter collectivement. Elles encouragent aussi l'égalité des salaires entre hommes et femmes et interdisent la discrimination au travail.

La Suisse a signé ces huit conventions et s'est ainsi engagée à les intégrer dans sa législation nationale. En 1998, l'OIT a fait de ces conventions un standard de base et contraignant pour tous les Etats, même s'ils ne les ont pas ratifiées.

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 11

Une mobilisation syndicale est indispensable pour parvenir à des conditions de travail plus justes.

Les Pays-Bas le font déjà

Les Pays-Bas appliquent déjà les règles des achats équitables. Ils disposent d'un plan d'action national dont la Suisse pourrait s'inspirer. **Texte : Katja Schurter, Photos : Khanya College**

En 2005, le Parlement hollandais a adopté une motion selon laquelle la durabilité doit constituer dès 2010 le premier critère de tout achat public. Autrement dit, les marchandises et les services que les pouvoirs publics acquièrent devront être produits dans le respect des normes écologiques et sociales. Des critères ont ainsi été définis pour 32 biens et services, dont la liste est mise à jour chaque année. En voici quelques-uns : matériel de bureau, élimination des déchets, nettoyage, mobilier de bureau, uniformes, service de restauration, etc. Avec le temps, la liste devrait comprendre 120 produits. Un service national d'information a par ailleurs été institué pour aider les responsables à appliquer les exigences de durabilité

Hésitations au niveau national, mais fort engagement local

Trois des cinq années prévues pour mettre la motion en œuvre sont déjà écoulées. « Jusqu'ici, on n'a toujours pas défini ce qui est durable à 100% », constate Bart Slob du Somo, le centre néerlandais de recherche sur les multinationales. « Certaines communes respectent déjà les conventions fondamentales de l'OIT pour leurs achats. Mais cela pose aussi des difficultés : 90% des ordinateurs proviennent de Chine, où la liberté syndicale est inexistante. »

Pour le produit « camion de ramassage des ordures », les critères comprennent par exemple l'efficacité énergétique, le type et la consommation de carburant, le poids et la conception, de même que la sécurité, la santé et le bien-être des travailleuses et travailleurs. Reste que le respect de ces critères n'est toujours pas contraignant au moment de l'acquisition. « Le gouvernement reste hélas sur la réserve », regrette Bart Slob. Nombre de responsables sont néanmoins convaincus de l'importance des achats équitables. « Le débat est en cours. Les autorités locales font état de leurs premières expériences. On se met en quête de solutions, et on en trouve. » En 2006, le gouvernement central a déjà acquis 35% de tous les biens et services en tenant compte de critères de durabilité, contre seulement 23% en 2004.

Si l'on a tendance à croire que les achats équitables sont onéreux, l'expérience montre, selon Bart Slob, qu'il n'en est rien : « On trouve suffisamment de produits équitables sur le marché, qui ne sont pas plus chers. Des achats groupés permettent même aux communes de faire des économies. »

Barcelone : la durabilité pour bientôt

Dès 2002, les autorités de Barcelone ont commencé à collaborer avec des ONG, afin de soumettre les achats publics à des critères éthiques. Elles se sont donné comme priorités de promouvoir les produits du commerce équitable, ainsi que de respecter la durabilité lors de l'achat de bois et de vêtements de travail pour les horticulteurs.

Avec l'appui d'une ONG, la municipalité a mené une campagne de sensibilisation auprès de ses employés. Le succès n'a pas tardé : en 2007, 102 machines à café utilisaient du café équitable, contre 3 en 2003. Les critères régissant l'achat de vêtements de travail incluent le respect des conventions fondamentales de l'OIT. Une seule société a été en mesure de présenter des documents indiquant l'emplacement et le nom de l'entreprise productrice et prouvant son engagement éthique. Elle avait fait l'effort de réunir ces documents, car un autre client les avait déjà exigés.

Le cas de Barcelone prouve d'une part que les revendications à l'appui de conditions de travail équitables ont des effets positifs. D'autre part, il montre qu'il faut faire participer le personnel.

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 12

Des blouses blanches pas toujours nettes

Les hôpitaux suisses ne se soucient guère de la provenance des textiles qu'ils utilisent. Il n'est pas exclu que les draps et les blouses de travail soient fabriqués par des gens exploités. En Chine, par exemple. **Texte : Christian Engeli, Photos : Reuters**

En Chine, 15 millions de personnes travaillent dans l'industrie textile. La plupart sont des jeunes femmes ayant quitté leur village pour se concentrer là où la production est destinée à l'exportation.

Xiao Qing[1] est l'une d'entre elles. Elle a commencé à travailler à Wuhan, dans une usine textile, il y a trois ans, à la mort de son père. Elle avait alors tout juste 16 ans. Elle devait travailler de 7 heures du matin à 9 heures du soir, avec deux pauses d'une heure pour les repas. Elle avait rarement un jour de congé en fin de semaine, n'était pas assurée contre la maladie et ne bénéficiait d'aucune prévoyance vieillesse[2]. Comme toutes les ouvrières du secteur, elle était payée à la pièce. Mais cette rémunération n'était pas fixe. Lorsque les commandes affluaient, la pièce était moins rétribuée et les heures supplémentaires se multipliaient. Les travailleuses étaient donc moins payées, tout en produisant davantage et en travaillant plus longtemps. Xiao Qing a osé se plaindre auprès de la direction. Le directeur a froidement retenu le salaire qu'il lui devait encore.

Des migrantes exploitées

Xiao Qing n'est pas un cas unique. Comme la plupart des gens ayant quitté la campagne pour chercher un emploi, Xiao Qing travaillait sans contrat. En Chine, les travailleuses et travailleurs migrants n'ont pas droit à l'aide sociale et ne peuvent faire venir leur famille. Sans droits et coupées de leur réseau social, ces personnes ne peuvent pas se défendre contre les abus, et sont ainsi livrées au patronat. Par peur de perdre leur place, la plupart supportent d'être exploitées. Elles acceptent même de travailler sans protection avec des produits chimiques nocifs pour leur santé.

Il n'existe pas de syndicats indépendants en Chine. « All China Federation of Trade Unions » (ACFTU) est la seule fédération reconnue par les pouvoirs publics. Mais elle est liée au gouvernement, et il arrive souvent qu'elle réprime les grèves, même si elle constate elle-même que presque 62% des ouvriers et ouvrières travaillent sept jours sur sept.

1) Nom d'emprunt
2) Un entretien avec le frère de Xiao Qing a été publié en 2006, voir China Labour Bulletin : www.china-labour.org.hk/en/node/100196

Les hôpitaux ne s'inquiètent pas de la provenance de leur linge

Les hôpitaux cantonaux ou les cliniques universitaires n'achètent pas directement auprès des fabricants l'énorme quantité de linge et de vêtements de travail dont ils ont besoin. Ils s'adressent à des commerçant-e-s suisses ou se fournissent dans de grandes blanchisseries avec qui ils ont des contrats de location.

Une quinzaine de fournisseurs approvisionnent le secteur hospitalier suisse. Une enquête de l'OSEO montre que seul l'un d'entre eux travaille avec des fabricants ayant reçu la certification SA 8000 (voir p. 8). Rien d'étonnant à cela, car ceux qui gèrent les hôpitaux ne s'intéressent qu'au prix, à la qualité et aux dates de livraison. Un seul fournisseur déclare que ses clients du secteur hospitalier s'inquiètent de la provenance du linge.

Quand il s'agit d'un contrat à court terme, le linge vient souvent d'un pays européen. Mais une grande quantité de textile est importée de Chine, du Pakistan et du Maroc. Et il est difficile de vérifier les conditions de production dans ces pays. Des entreprises suisses procèdent parfois à des audits sur place, mais leurs résultats ne sont pas toujours fiables. Selon l'organisation Play Fair, les patrons chinois soufflent aux travailleurs et travailleuses ce qu'ils doivent raconter quand ils voient arriver un inspecteur.

Il est presque impossible de savoir dans quelles conditions sont fabriqués les draps ou les blouses dans un hôpital donné. Nous avons réussi à établir que les draps des hôpitaux cantonaux de Menziken et de Baden viennent du Pakistan. Mais l'intermédiaire qui importe une partie de ses textiles directement du Pakistan refuse de divulguer le nom de son fournisseur. Quant à la blanchisserie Zeba, elle fait venir de Chine une partie des vêtements qu'elle fournit aux hôpitaux de la région bâloise. Là aussi, le mystère sur le nom des usines, les salaires et les heures de travail reste entier. Les responsables des commandes dans les hôpitaux doivent faire en sorte que cela change. Ces gros clients ont les moyens d'obtenir la preuve que les articles qu'ils achètent ont été fabriqués dans des conditions décentes.

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 13

Des salaires de misère, versés tardivement voire pas du tout, et l'obligation de faire des heures supplémentaires constituent le quotidien des Chinoises qui travaillent dans l'industrie textile. Les hôpitaux peuvent contrôler les conditions de production des textiles qu'ils utilisent.

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 14

Des ballons équitables

En cette année de l'Euro de football, les ventes de ballons montent en flèche. D'où viennent-ils, comment sont-ils fabriqués ?

Texte : Katja Schurter, Photos : ILO/M.Crozet (en haut) et Sabine Rock (en bas)

La plupart des ballons de football sont toujours cousus à la main. Aujourd'hui, dans six cas sur dix, ce sont des mains pakistanaises. Le leader de la production est la ville de Sialkot, dans le Pendjab. 35 000 hommes et femmes y tirent l'aiguille, fabriquant quatre à cinq ballons par jour. Il en sort vingt millions par an des usines.

Des enfants cousaient des ballons sans pouvoir jouer

En 1996, il était révélé qu'au Pakistan beaucoup d'enfants travaillaient à coudre des ballons, payés à la pièce. Le travail s'effectuait surtout à domicile, les pièces étant livrées aux familles et les ballons terminés repris. La famille entière y travaillait, et les enfants n'allaient pas à l'école. Les fabricants réagirent vite aux vives critiques des organisations non gouvernementales. En 1997 déjà, les producteurs, l'Unicef et l'OIT concluaient le Traité d'Atlanta en vue d'éliminer le travail des enfants de moins de 14 ans.

> Les salaires des couturières plongent, alors que les bénéfices augmentent.

Retour à l'école

L'industrie pakistanaise se réorganisa et se soumit à un contrôle strict ; aujourd'hui, le travail des enfants a presque disparu. Plus de 10 000 enfants qui travaillaient auparavant ont pu suivre ou terminer l'école primaire. La moitié d'entre eux ont ensuite continué leur formation. Mais l'abolition du travail des enfants ne résout pas tous les problèmes. Les familles ont perdu une importante source de revenus, les gains des enfants, parfois aussi celui des femmes.

Femmes exclues du travail

En effet, la centralisation de la fabrication des ballons dans de grandes manufactures exclut souvent les femmes. Celles-ci n'ont pas le droit de travailler aux côtés d'hommes qui ne font pas partie de leur famille. En outre, il faut désormais faire un long chemin pour se rendre au travail, et les femmes ne peuvent pas se le permettre à côté du travail ménager et des soins aux enfants dont elles ont la charge. Enfin, la rémunération du travail à la pièce ne s'est pas améliorée, elle a même baissé de 10% en dix ans, ce qui ne suffit pas à vivre. Par ballon, les ouvriers gagnent 40 à 75 centimes, selon la qualité.

Une organisation de commerce équitable paie jusqu'à 50% de plus pour un ballon, ce qui signifie, sur la base des rémunérations actuelles, qu'un ballon produit dans de bonnes conditions ne coûte que 40 centimes de plus qu'un autre. La Fairtrade Labelling Organizations International (FLO)[2] certifie les ballons produits équitablement. On les trouve dans le commerce, pour un prix à peine supérieur à ceux d'origine douteuse.

Alors, achetons des ballons labellisés FLO ou dont le producteur a obtenu la note A selon les standards de l'IMAC[3] : on en trouve par exemple dans les boutiques Helvetas[4].

1) www.imacpak.org/atlanta.htm
2) www.fairtrade.net
3) Independent : monitoring association for child labour : www.imacpak.org
4) www.helvetas.biz

Les écoles réfléchissent-elles avant d'acheter ?

Selon les chiffres fournis par la statistique des douanes, la Suisse a importé chaque année un million et demi de ballons en moyenne. Les écoles, avec 20 à 30 % du total, sont de gros acheteurs. Elles équipent leurs salles de gymnastique et renouvellent régulièrement leur matériel, en toute autonomie. Les professeurs de sport achètent souvent des ballons chez un fournisseur de leur choix, au magasin local ou dans un grand magasin de sport, en regardant surtout le prix. Les établissements scolaires mettent généralement 20 à 40 francs par ballon. Il est rare qu'ils s'inquiètent de leur provenance ou de leurs conditions de production, d'après les réponses obtenues par l'OSEO à un questionnaire récent. Il est donc probable que les écoles achètent des ballons fabriqués dans des conditions de misère.

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 15

Le salaire gagné en cousant des ballons à la main ne suffit pas pour vivre. Mais des alternatives existent : des ballons équitables coûtent à peine plus cher que des ballons produits dans des conditions douteuses.

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:53 Uhr Seite 16

Le Sudoku de l'OSEO

3		5						
				3	9	6		
1			6	2			8	
		6	5				3	
	2	7				9	6	
	9				1	8		
	7			5	6			9
		1	7	4				
						3		8

Solution

Règles du jeu

Remplir les cases vides avec des chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit apparaître qu'une fois par ligne, par colonne et par case (de 3 sur 3). La solution du sudoku se trouve dans les cases grisées, selon la clé suivante : 1=R, 2=X, 3=L, 4=U, 5=Q, 6=A, 7=P, 8=E, 9=I.

Envoyez votre solution à l'OSEO, avec le talon réponse pré-affranchi, sur une carte postale ou par courriel à info@oseo.ch, objet : jeu. Toutes les solutions correctes participeront au tirage au sort.

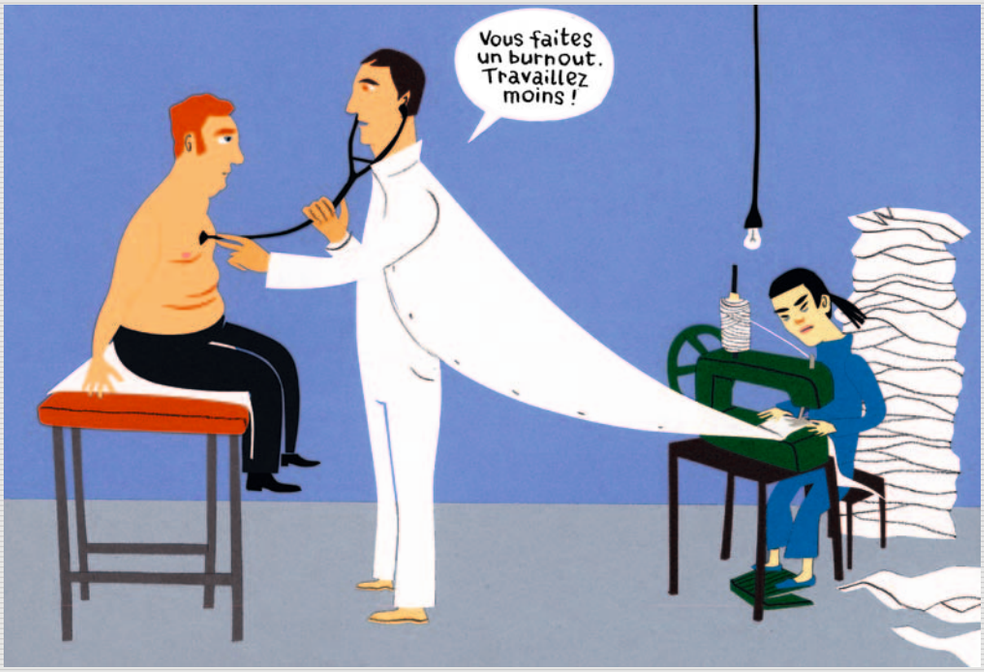
Prix

1er prix un bon d'achat d'une valeur de 300 francs chez gebana, 2e et 3e prix : bons d'achat de 100 francs.
Les prix ont été aimablement offerts par notre partenaire gebana. Gebana est une pionnière en matière de commerce équitable. Son magasin en ligne propose plus de 100 produits biologiques. Livraison à domicile. Commandes et informations : www.gebana.com

gebana

Délai d'envoi : le 20 septembre 2008. Le nom des gagnants sera publié dans Solidarité 4/2008. Aucune correspondance ne sera échangée à propos du concours. La voie juridique est exclue. Est exclu du concours le personnel de l'OSEO et des associations régionales de l'OSEO.

Le dessin de Anna Sommer



RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:54 Uhr Seite 17

Six mille claviers par jour

Elle travaille 11 heures par jour, 28 jours de suite, et gagne 50 centimes l'heure. Li Mei Zhuang* parle de ses conditions de travail dans une fabrique d'ordinateurs de la zone économique spéciale chinoise « Pearl River Delta ». **Interview : Chantal Peyer, Photo : ITUC**

Li Mei Zhuang, pourquoi êtes-vous venue travailler dans la zone industrielle de Dongguan ?

J'ai grandi dans une famille paysanne de Chine du Sud. L'école du village coûtait cher, et mes parents s'étaient endettés en se faisant construire une maison. Alors j'ai décidé d'aller à la ville pour gagner de l'argent pour ma famille.

Quel est votre travail ?

Je travaille sur une chaîne de montage pour des claviers d'ordinateurs. J'ai pour tâche de poser huit lettres sur chaque clavier : H, G, T, Z, U, V, B et N.

Combien de claviers produisez-vous ?

La norme est en principe de 6000 claviers par jour, mais pour y arriver il faut travailler extrêmement vite. Les nouvelles ouvrières ont de la peine à suivre.

Combien gagnez-vous ?

Environ 3,1 yuans l'heure (50 centimes).

Est-ce que cela suffit pour vivre ?

Avec les heures supplémentaires, oui. Le mois dernier, j'ai utilisé 500 yuans de mon salaire, et j'ai pu envoyer le reste à mes parents, soit 450 yuans. Mais je fais très attention à mes dépenses : j'habite à l'usine, je ne sors jamais et je n'achète jamais de fruits.

Combien d'heures travaillez-vous ?

Ça varie selon les commandes. Le mois dernier, nous avons eu beaucoup à faire. J'ai travaillé 11 heures par jour, sans interruption pendant 28 jours.

Que voudriez-vous changer dans l'usine ?

La nourriture : elle est abominable. La viande est parfois pourrie, et je ne mange rien de toute la journée. Alors je bois de l'eau. Nous nous sommes plaints auprès de la direction, mais jusqu'ici ça ne s'est pas amélioré.

* Nom modifié pour protéger l'ouvrière. Source : Campagne contre l'exploitation dans les usines d'ordinateurs, lancée par Pain pour le prochain et Action de Carême.

Une campagne pour des conditions de travail correctes

Des ordinateurs équitables Les œuvres d'entraide Pain pour le prochain et Action de Carême poursuivent leur campagne « High Tech — No Rights ? » contre l'exploitation dans les usines d'ordinateurs, lancée l'an dernier. Dans un postulat, elles demandent aux communes de veiller à ce que les ordinateurs qu'elles achètent soient fabriqués dans le respect des droits des travailleuses et travailleurs. Un groupe d'experts doit développer des critères permettant d'évaluer la responsabilité sociale des entreprises. Des pétitions ont déjà été déposées à Bienne et à Lausanne. Voir www.fair-computer.ch

Be clever – buy fair Helvetas a fait fabriquer un T-shirt alternatif en vue de l'Eurofoot 2008, qui porte le sigle IQ et le slogan de la campagne « Be clever — buy fair ». Le T-shirt est en coton bio et équitable du Mali. Des ballons de foot, produits dans un petit atelier au Pakistan avec du caoutchouc naturel, peuvent l'accompagner. Il s'agit du premier ballon certifié Max Havelaar et FSC.
Commande : www.helvetas.biz

Révolution dans la mode La Déclaration de Berne (DB) lance un T-shirt équitable. Pour la première fois, toute la chaîne de production, du champ de coton soutenu par Helvetas dans un projet au Burkina Faso jusqu'à l'ultime couturière, peut être retracée exactement. La DB veut montrer par cet exemple qu'il est possible de fabriquer des « vêtements propres » ; cela devrait secouer les concepteurs de mode et révolutionner la branche textile. Sur l'épaule du T-shirt, le portrait d'une couturière indienne reprend le graphisme de l'image du Che Guevara. La pétition « Pour des habits produits dans la dignité » peut être signée sur le site www.vêtementspropres.ch

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:54 Uhr Seite 18

Les activités internationales de l'OSEO

L'OSEO mène des programmes de développement dans huit pays : l'Afrique du Sud, la Bolivie, le Burkina Faso, le Kosovo, le Mozambique, le Nicaragua, le Salvador et la Serbie. En plus, elle apporte une aide humanitaire, et à la reconstruction, dans d'autres pays. Elle travaille en étroite collaboration avec des organisations locales et aide les populations défavorisées à améliorer leurs conditions de vie.

Devenir enfin acteurs du développement

Au Mozambique, c'est la première fois que des communautés rurales sont associées à l'élaboration du plan de développement de leur village. C'est du jamais vu dans ce pays qui a toujours été dirigé de manière très centralisée. Les villageois font des propositions et donnent leur avis pendant la préparation du plan - ce sont les personnes les mieux placées pour connaître les besoins de leur commune. Les autorités ne tiennent cependant pas toujours compte de leurs propositions. Beaucoup de fonctionnaires se méfient de la démocratisation, car ils ignorent parfois tout du fonctionnement démocratique. L'OSEO propose des cours pour les inciter à faire davantage confiance au processus démocratique. Grâce au soutien de l'OSEO, des villageois ont pu mettre la main à la pâte pour construire les bâtiments communaux et les écoles dont ils avaient besoin. L'OSEO a financé le matériel et payé un ingénieur, les habitants ont fabriqué les tuiles et monté les murs.

Une production équitable destinée au marché mondial

Au Nicaragua, l'OSEO aide les petits paysans, hommes et femmes, à inscrire leurs titres de propriété au registre foncier. C'est un pas important pour obtenir des crédits et investir dans une gestion durable des sols. La culture biologique est encouragée et, dans les investissements, l'accent est mis sur l'amélioration de la qualité. L'OSEO contribue au développement de coopératives agricoles en collaboration avec des partenaires locaux. En mettant leurs forces en commun et en confiant à une coopérative la commercialisation, l'accompagnement technique, l'achat de moyens de production et la gestion des fonds qui viennent de l'extérieur, les paysans et les paysannes qui cultivent le café arrivent à gagner plus.
Cecocafen est une coopérative qui commercialise, au Nicaragua même et à l'étranger, le café d'une série de petits producteurs. Après dix ans de soutien, Cecocafen ne dépend plus de l'OSEO. En 2007, la coopérative a reçu la certification ISO 9001:2000. Elle est considérée comme l'une des meilleures entreprises de commercialisation de café du Nicaragua.

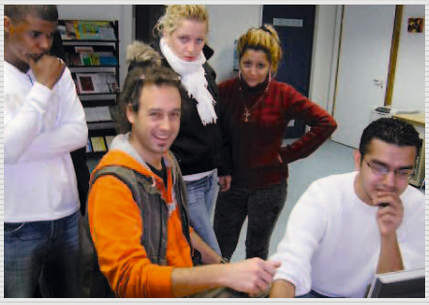
Le dialogue social favorise la participation

La Serbie se trouve toujours dans une phase de transition entre une économie planifiée et une économie marchande, sept ans après le changement de régime. Pour limiter les conséquences négatives du processus de privatisation, l'OSEO favorise la concertation entre les syndicats, les organisations patronales et les autorités. La tâche n'est pas aisée, car le pays n'a aucune culture du dialogue et les partenaires sociaux ont davantage l'habitude de s'affronter que de se parler. Les trois parties apprennent à se connaître en participant à des plateformes d'échanges et des cours de perfectionnement. Chacun développe ses compétences en s'initiant à la négociation. Les parties participent à la rédaction d'un journal présentant trois points de vue sur un même thème. Ses lecteurs et lectrices peuvent ainsi se forger leur propre opinion. C'est une expérience de dialogue social qui encourage la démocratisation et la participation dans un pays qui souffre encore des conséquences de la guerre, des années après la chute du régime de Milosevic.

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:54 Uhr Seite 19

Projets en Suisse

Dix associations OSEO indépendantes soutiennent des personnes au chômage, migrantes, détenues, ou requérantes d'asile, à Bâle, Berne, Fribourg, Genève, Schaffhouse, Zurich, en Suisse centrale, au Tessin, dans le canton de Vaud et en Valais. Voici trois exemples qui montrent ce que font ces associations régionales pour les défavorisés.



Move On

Quand la durée du chômage s'allonge, on peine à retrouver un emploi. Et lorsqu'on est jeune et sans expérience professionnelle, c'est encore pire. Le projet Move On, mis sur pied à Fehraltorf par l'OSEO Zurich, aide des jeunes adultes demandeurs d'emploi à entrer dans la vie active.

Les personnes qui participent à Move On acquièrent de l'expérience en exécutant des travaux d'utilité publique dans un atelier de menuiserie, en participant à des travaux de rénovation ou à l'entretien d'une roselière dans une réserve naturelle. Divers cours répondent de manière ciblée aux besoins des participant-e-s. Les jeunes adultes bénéficient tous d'un coaching individuel et ils apprennent à utiliser un ordinateur pendant qu'ils cherchent un emploi. Move On a d'ores et déjà fait ses preuves : plus de 40% des participant-e-s ont trouvé un emploi après les six mois de formation et de stage prévus par le programme.

Une formation de base en milieu carcéral

En sortant de prison, les personnes sans formation n'ont pratiquement aucune chance de trouver du travail. Cette vulnérabilité accroît le risque de récidive. L'OSEO Suisse centrale propose, depuis août 2007, des cours de formation pendant la durée d'exécution de la peine afin de rendre la réinsertion sociale moins difficile. L'OSEO anime quatre unités d'apprentissage pour six personnes chacune dans six établissements pénitentiaires alémaniques. Les objectifs de la formation sont définis individuellement avec chaque personne détenue. L'OSEO offre des cours d'allemand, de mathématiques, des conseils sur la gestion du quotidien. L'accent est mis sur le développement personnel. Les détenues et les détenus apprennent à se faire une idée réaliste de leurs possibilités, de leurs limites et de leurs chances.

Cette expérience pilote s'étend sur trois ans. Si ses résultats sont convaincants, l'offre s'étendra à d'autres établissements, en Suisse romande aussi. Le bilan, après six mois d'enseignement derrière les barreaux, est plutôt positif : les personnes inscrites sont motivées et font des progrès.

Des cours d'intégration pour des personnes migrantes

Les cours d'intégration pour femmes étrangères (Cife) organisés par l'OSEO Valais sont destinés à des femmes n'ayant souvent aucune formation professionnelle, qui restent isolées même après plusieurs années passées en Suisse. Beaucoup d'entre elles n'ont pratiquement aucun contact avec la population locale.

Ces cours leur donnent l'occasion de se familiariser avec notre système de santé, l'école, les assurances sociales, mais aussi la géographie et l'histoire du pays. Des sorties sont organisées pour leur faire connaître des institutions comme la ludothèque ou la bibliothèque interculturelle.

Pendant les cours de français, on ne fait pas que de la grammaire. On parle de la vie de tous les jours, on participe à des jeux de rôles, on apprend à surmonter les difficultés du quotidien. Le Cife cherche à mobiliser les ressources personnelles de chaque participante. L'atelier consacré à l'apprentissage de la langue démarre souvent avec un conte ou de la musique du pays d'origine d'une des participantes. Cette démarche originale a alimenté trois spectacles sur le thème de l'exil qui ont eu beaucoup de succès en Valais.

RZ_Soli_118_2_08_f.qxd:SAH 16.4.2008 9:54 Uhr Seite 20

La course aux fournitures bon marché a une face cachée : des conditions de travail inacceptables.

L'OSEO exige que les collectivités publiques n'achètent que des produits équitables.

Schweizerisches Arbeiterhilfswerk SAH
Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO
Soccorso operaio svizzero SOS